

Nouvelle politique régionale en Suisse: il est plus que temps!

Sauf erreur, les temps sont mûrs pour un changement de cap: les symboles économiques nationaux partent à la dérive ou sont vendus à l'étranger, l'UE accroît sa pression sur le secret bancaire suisse, l'OCDE passe au crible la politique suisse d'organisation du territoire, l'aéroport international de Zurich est «piloté» depuis le sud de l'Allemagne. Il faut malheureusement prendre conscience que l'esprit de clocher a fait son temps et qu'il n'est plus en mesure de proposer des solutions politiques durables. Bien que la place économique suisse dispose encore de nombreux avantages concurrentiels, son érosion se poursuit insidieusement.



Pr Alain Thierstein
Institut für Orts-, Regional- und Landesplanung (ORL-Institut), EPF-Zurich

Le terme de «glocalisation» décrit parfaitement la tendance actuelle. Marchés orientés vers la mondialisation («globalisation») d'une part, et enracinement local ou régional («localisation») d'autre part, ce terme décrit deux aspects d'une même réalité: la compétitivité au plan international ne peut être assurée qu'au prix d'une parfaite intégration dans les systèmes locaux de décision et de production.

Reconnaître les interactions entre grandes régions

La capacité de rendement socio-économique des grands ensembles est aujourd'hui définie sous la forme de systèmes régionaux d'innovation et de production (SRIP). Ces espaces fonctionnels sont des périmètres qui dépassent les frontières cantonales et nationales, et où s'élaborent les prestations et s'organisent les processus de travail. Pays d'exportation par excellence, la Suisse a une monnaie forte depuis des décennies. Or, les SRIP réagissent très diversement au renchérissement du franc suisse. Comme le montre une récente étude de Crevoisier, Corpataux et Thierstein (2001), les systèmes de prestations de services financiers de Zurich, Genève et Lugano ont enregistré une forte croissance jusqu'à la fin des années nonante. Dans le même temps, les SRIP industriels de Suisse orientale et de l'arc jurassien ainsi que ceux touristiques du Valais et des Grisons ont souffert de ce cours élevé. Comme ces espaces économiques n'ont aucune influence directe sur les taux de change, ils n'ont que leur capacité d'adaptation et d'innovation pour faire face de manière proactive aux soubresauts de l'économie mondiale. C'est justement à ce niveau qu'intervient la redéfinition stratégique de la politique régionale.

La région métropolitaine de Zurich, dont la zone d'attraction fonctionnelle dépasse largement le canton et comprend Bâle, Coire, Lucerne, Schaffhouse et Zoug, n'a pas le monopole de la compétitivité helvétique. La capacité d'innover en matière de produits et de services, de processus, de canaux de distribution et de formes d'organisation existe partout en Suisse. Y participent principalement les régions métropolitaines d'envergure européenne (Zurich-Bâle, Genève-Lausanne), les agglomérations régionales à forte capacité de rendement ainsi que les centres régionaux à

l'identité affirmée. Compte tenu des interactions à large échelle, c'est l'ensemble du territoire suisse qui est au centre des préoccupations et non plus quelques goulets d'étranglement de la politique régionale. Il faut également reconnaître qu'en Suisse les régions à faible potentiel de développement n'ont qu'une capacité limitée d'absorption des moyens liés à des projets publics. C'est pourquoi, il est temps d'en finir avec la politique de développement orientée vers l'offre pour se tourner vers une politique de la demande et du potentiel.

Renforcer les capacités d'adaptation et d'innovation

Le renforcement des capacités d'innovation et d'adaptation à l'échelon des (grosses) régions coïncide avec les nouvelles théories issues de la recherche régionale qui mettent l'accent sur les processus régionaux d'apprentissage et le capital humain. Les connaissances scientifiques actuelles sont toutefois lacunaires en ce qui concerne la logique qui guide le changement régional et sa gestion. Les capacités de gestion des régions demeurant essentielles, il en résulte que la nouvelle politique régionale devrait amorcer un changement stratégique dans les trois domaines suivants:

- *structures*, à savoir la mise sur pied et l'organisation des processus au sein de régions, petites et grandes, ainsi que les systèmes d'information et de gestion y relatifs;
- *activités*, soit la valorisation des activités spécifiques (clusters) d'une région ou d'un SRIP;
- *comportement*, c'est-à-dire la formalisation des modèles comportementaux, plus précisément en ce qui concerne la culture de coopération, les valeurs, les principes et les normes, les routines et les accords basés sur la confiance.